



Syndicat National de l'Éducation Physique
de l'Enseignement Public
Fédération Syndicale Unitaire

Nref : sgal/CH

Paris, le 22 novembre 2021

Monsieur Jean-Michel BLANQUER
Ministre de l'Éducation nationale,
de la Jeunesse et des Sports
110 rue de Grenelle
75357, PARIS SP 07

Objet : situation à Mayotte

Monsieur le Ministre,

La situation vécue par les personnels de Mayotte nécessite des mesures urgentes compte tenu de la situation économique, sociale et des problématiques particulières de cette région. Au-delà des problèmes d'attractivité dont la résultante est l'emploi massif de personnels contractuels parfois sous qualifiés et qui pourraient, en partie, être résolus par des processus de revalorisation salariale comme l'augmentation de l'indexation, Mayotte a à faire face à des phénomènes de violence sans précédent. Les enseignants y sont directement confrontés et les enseignants d'EPS, du fait de leur activité en dehors des établissements scolaires, particulièrement exposés.

Très peu de zones sont épargnées et, pour se protéger et protéger les élèves, de nombreux recours au droit de retrait, aux débrayages, aux fermetures administratives voire aux blocages d'établissements scolaires se font jour. Les enseignants et les personnels, face au manque de réponses, ont le sentiment d'être abandonnés et peu soutenus. Beaucoup de messages ont été distribués lors de visites ministérielles mais rien n'est dit sur l'insécurité pratiquement quotidienne en milieu scolaire.

Pour vous informer et vous offrir une vue sur la dangerosité et la nécessité à agir efficacement et rapidement, vous trouverez à la suite de ce courrier quelques rapports d'incidents parmi d'autres transmis par nos collègues.

Sur Petite Terre, toutes les semaines la gendarmerie doit intervenir à la sortie des établissements et/ou durant les cours d'EPS pratiqués en extérieur.

Monsieur le Ministre, les écoles, les établissements scolaires ne peuvent et ne doivent pas être la cible de violences. Ils sont les lieux de la construction et de la formation de la jeunesse, de l'appropriation des savoirs, de valeurs, de connaissances, de compétences et de vivre ensemble. Il y a une nécessité absolue à permettre leur fonctionnement dans un climat apaisé et dans une sécurité optimale. Des solutions doivent être apportées et des mesures prises très rapidement.

Monsieur le Ministre, une délégation de la FSU Mayotte avec le secrétaire général de la FSU doit être reçue à la DGRH le 23 novembre prochain. Ce moment doit être également celui où des pistes d'action pour sécuriser les établissements scolaires mais aussi les enseignements qui se déroulent hors les murs comme l'EPS et le sport scolaire seront présentés.

Comptant sur votre action pour retrouver une certaine sérénité dans les établissements scolaires qui permette la sécurité de tous et la reprise d'un travail correct sans peur, angoisse et colère.

Nous vous assurons, Monsieur le Ministre, de notre profond attachement au service public d'Éducation.

Benoît HUBERT
Secrétaire Général

Les violences observées ont atteint une intensité effroyable. Désormais ce ne sont plus seulement des **pierres** mais des **tiges en métal** qui atterrissent dans la cour. Les blessures à **l'arme blanche** et les règlements de compte se font dans et aux abords du lycée, entraînant des mouvements de foule et des crises de panique à répétition.

Mercredi 03 novembre, rencontre foot inter établissements en UNSS, une quarantaine de jeunes équipés de barres de fer et de machettes ont déferlés sur les joueurs pour les frapper (4 élèves à l'hôpital).

Mercredi 17 novembre, attaque d'élèves en évaluation CCF.

Ce mercredi, impossible de terminer les rencontres sportives d'AS dans un collège (bombe d'acide chlorhydrique et aluminium lancée sur le terrain et le lendemain sur une école primaire) ;

Lundi dans un lycée, l'agression d'un professeur en plein cours (un coup de poing en pleine figure), le lycée de Kahani est pratiquement une zone de guerre, après 3 droits de retrait, des débrayages, des demi-jauges, ce lycée est toujours bloqué par les parents. Se rajoute parfois l'incompétence de CE (beaucoup de faisant fonction) qui restent campés sur des futilités administratives face aux événements, profitent de leur pouvoir pour abuser de contractuels, un préavis de grève est lancé pour mardi 23.

Les deux derniers événements en date ont particulièrement traumatisé l'ensemble de la communauté éducative, personnels comme élèves :

- **Mercredi 10 novembre**, après qu'un premier caillassage eut lieu le matin vers 7h, le camion de gendarmes posté devant le lycée a quitté le hub autour de 10h30, alors même que la pause méridienne constitue le moment le plus exposé aux violences. A 11h15, un groupe de 7 voyous en combinaison et avec des chombo a assailli le lycée. Il s'en est pris aux élèves puis aux 4 gendarmes restés sur place. Dépassés – l'un d'entre eux est tombé net après avoir reçu une pierre sur le casque sous les hurras de la foule – ils ont dû être mis à l'abri dans l'enceinte du lycée sous les yeux de tous. Les renforts, arrivés vers 12h, ont passé l'après-midi à pacifier la zone à grands renforts de grenades.

- **Lundi 15 novembre**, le chaos a envahi l'établissement, transformé en champ de bataille. Dès 6h30 des bandes ont commencé à se battre sur le hub. Un élève fut blessé par un coup de couteau. Puis une fois dispersées par les gendarmes, elles se sont organisées autour et à l'intérieur de l'enceinte. Nous avons tenté, tant bien que mal, de confiner les élèves, les rassurer, et de calmer les plus agressifs au risque de notre intégrité physique. Nous avons vu, dans l'enceinte du lycée, 3h durant, pendant que les grenades explosaient et que les gaz envahissaient l'espace, des chombo, des fers à béton, des regards et des parpaings brisés pour en faire des projectiles, des filles couvrir la tête de garçons de leur kishali pour les cacher, des brassards fabriqués avec des bouts de tissus pour que les bandes se reconnaissent, et surtout les gendarmes se faire caillasser dans le lycée et répliquer par un tir tendu de grenade lacrymogène.

Pour la journée du **lundi**, ce sont **200 grenades** qui auraient été tirées par la gendarmerie. Ajoutées à la semaine précédente, le volume atteindrait les 600. Les **blessés** sont pour la plupart des **élèves** et il est difficile d'en faire le recensement. Du côté du personnel, les blessures sont avant tout psychologiques et les dommages matériels (une voiture endommagée et un scooter volé). Entre ces deux journées, celle du vendredi 12 aurait également pu dégénérer. De fortes rumeurs d'affrontements couraient, un tas de pierres a été retrouvé dans le lycée, une bagarre a éclaté dès 7h devant l'entrée de l'administration (un élève fut à nouveau blessé). L'établissement s'est vidé en un temps record, beaucoup d'élèves préférant le quitter pour éviter le danger annoncé. A ce jour, **plus d'un quart des heures n'ont pas été assurées**. En période « normale », dans certaines classes, le **taux d'absentéisme avoisine les 30%**.